Déclaration de Maputo : où en sont les pays concernés ?

Rapport sur les Politiques, Juin 2009

Introduction

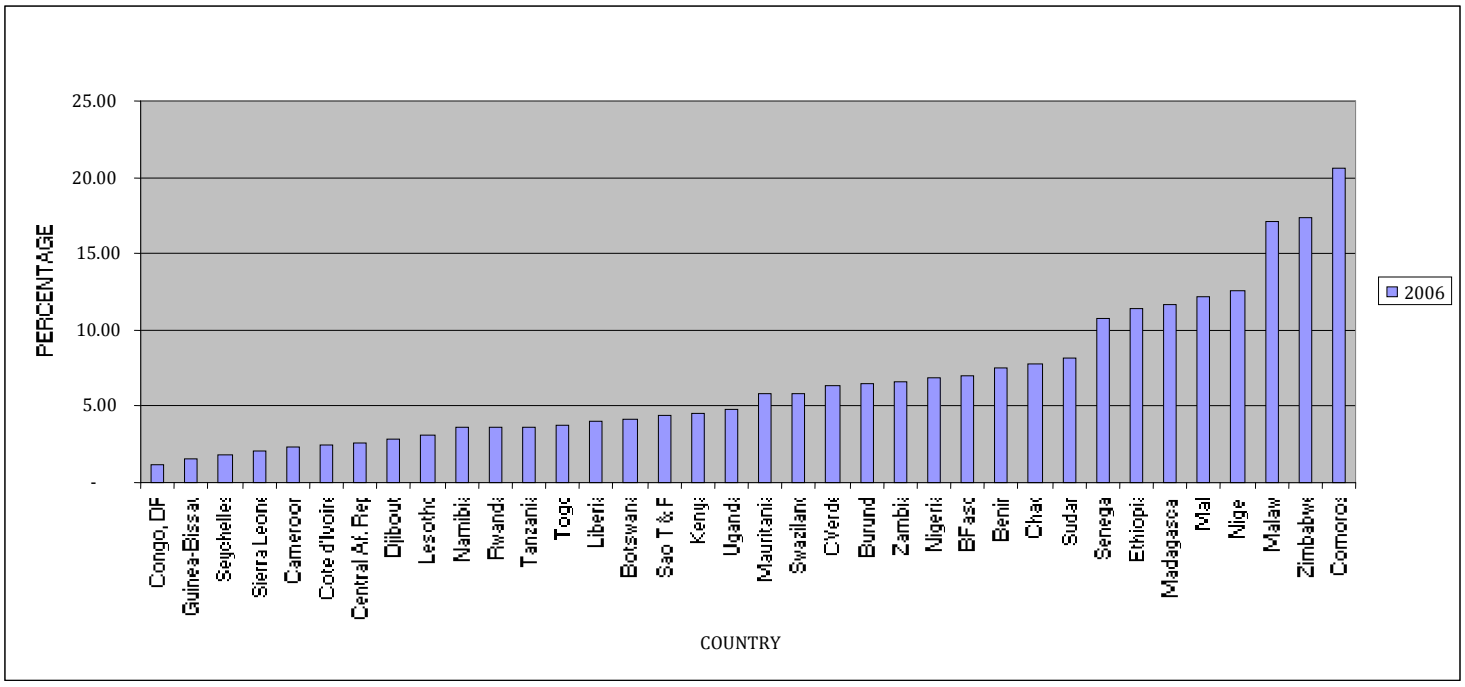
D'importantspartenaires du secteur de l'agriculture ont approuvé le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) comme contribuant à la réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté en Afrique, ainsi qu'à l'un des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), qui est de réduire de moitié la pauvreté et la faim avant 2015.

Pour garantir la disponibilité des ressources appropriées pour un tel projet, la Déclaration de Maputo (2003) de l'Union Africaine a demandé à tous les états membres de l'UA d'accroître leurs investissements dans le secteur de l'agriculture, à hauteur au moins de 10% de leur budget national avant 2008. Pour évaluer les progrès effectués à cet égard, l'UA et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) ont ensemble décidé d'adopter les dépenses dans le secteur agricole comme variable adéquate d'évaluation.

Conformité à la Déclaration de Maputo/UA de 2003

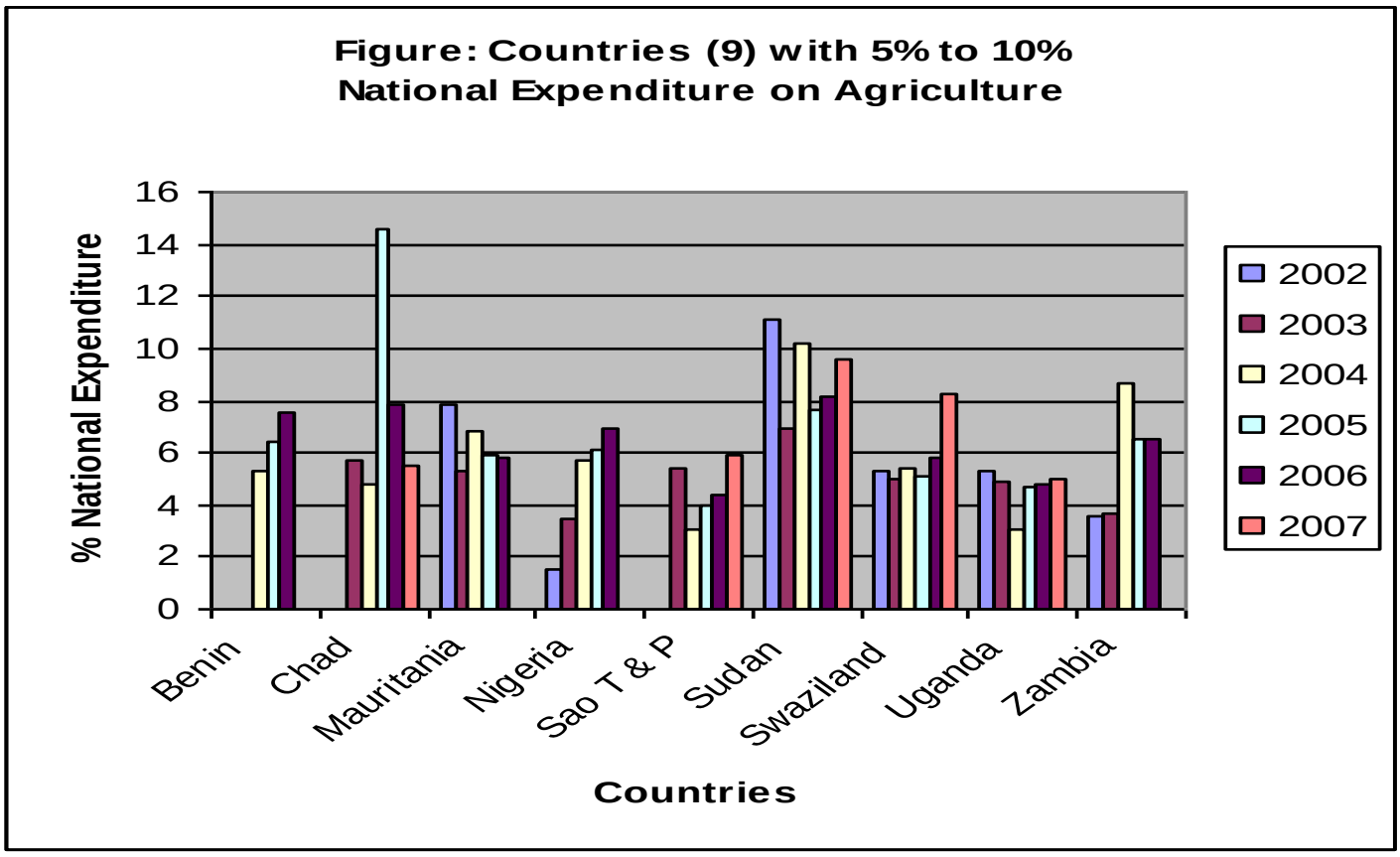
Le sondage UA/NEPAD effectué en 2007 a conclu que 50% des pays avaient dépensé moins de 5% de leurs budgets nationaux dans le secteur agricole : ceci représente une baisse par rapport aux 57% de 2003. La figure 1 ci-dessous illustre la conformité des divers pays en ce qui concerne la Déclaration de Maputo.

Figure 1 : Conformité à la Déclaration de Maputo/UA sur les 10% dans les pays qui ont fourni des données en 2006



Près de 28% des pays – Bénin, Tchad, Mauritanie, Nigeria, Sao Tomé et Principe, Soudan, Swaziland, Ouganda, et Zambie – sont en bonne voie pour atteindre l'objectif. Ces pays se situent dans la catégorie 5% - 10%. Voir la figure 2. Cependant, en 2003, cette catégorie représentait 31% des pays d'Afrique.

Figure 2 : Catégorie des 5% à 10% - les 9 pays qui attribuent entre 5 et 10% de leur budget national à l'agriculture



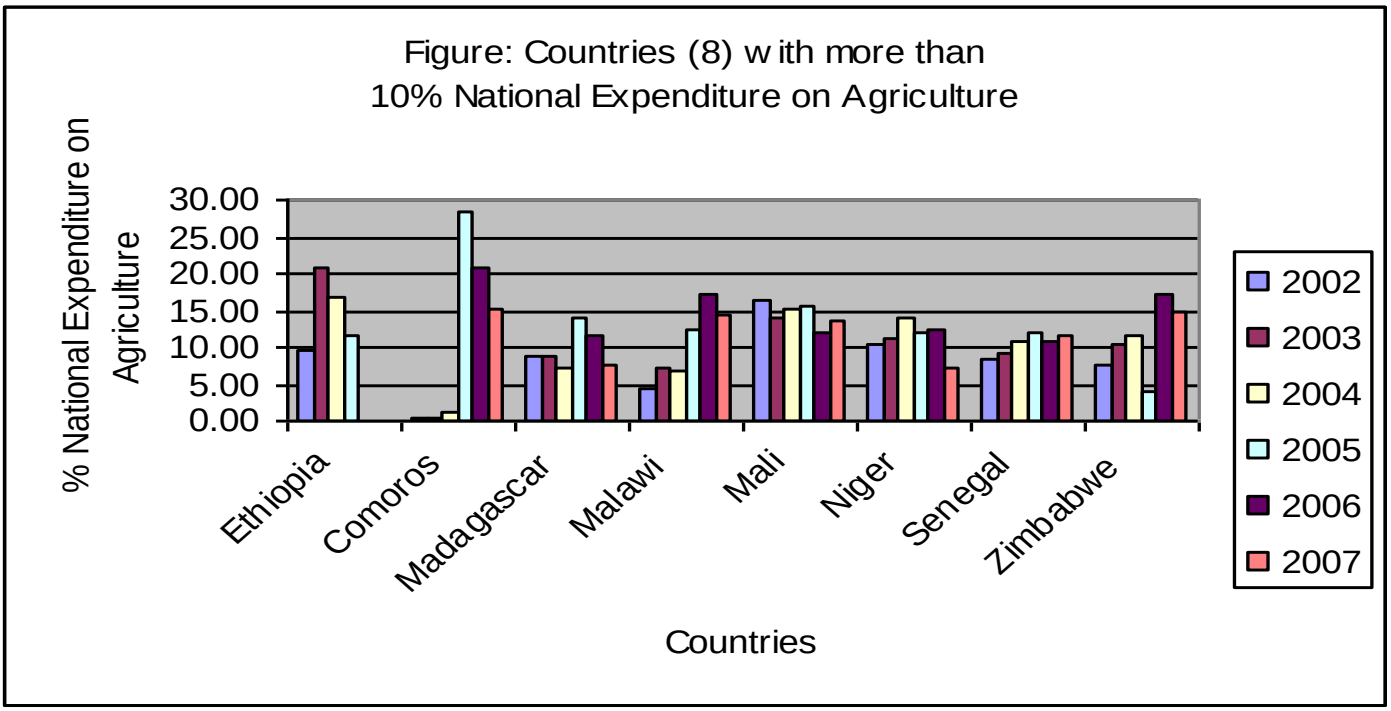
Le nombre de pays qui ont dépensé plus de 10% est passé de 11% en 2003 à 22% en 2006. Voir la figure 3 ci-dessous. Ces pays sont les suivants : Sénégal, Ethiopie, Madagascar, Mali, Niger, Malawi, Zimbabwe et les Comores. Il existe des variations annuelles dans les dépenses, mais les figures 2 et 3 indiquent que ces pays maintiennent en général leurs niveaux de dépenses.

Impact de l'investissement sur la croissance et les revenus

Les investissements publics en hausse devront être complétés par le secteur privé, les organisations non-gouvernementales et les investissements provenant des bailleurs de fonds. Il est attendu que ces investissements produisent une croissance minimum de 6% par an dans le secteur agricole. La Banque Mondiale a indiqué que seuls six pays – l'Angola, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Burkina Faso, le Nigeria et le Sénégal – ont atteint 6% de croissance dans le domaine de l'agriculture. Bien que les investissements dans le domaine de l'agriculture donnent lieu à de longues périodes de gestation, quatre de ces pays ont alloué plus de 5% de leurs dépenses nationales au développement de l'agriculture en 2006, ce qui a fait apparaître un fort lien entre les niveaux d'investissement et la croissance sectorielle. Les estimations de l'Institut International de Recherche sur

les Politiques Alimentaires (IFPRI 2006) suggèrent qu'une augmentation de $1 dans les revenus des exploitations agricoles donne lieu à une augmentation dans les revenus des foyers ruraux de $1,5 à $2,5. Par conséquent, maintenir des niveaux élevés d'investissement et de croissance sectorielle est essentiel pour atteindre les OMD.

Figure 3 : Catégorie des 10% - Les 8 pays qui attribuent plus de 10% de leur budget national à l'agriculture



Contraintes affectant la conformité à la décision de l'UA

De hauts fonctionnaires ont pu identifier les contraintes suivantes :

a. Peu de volonté aux niveaux politiques les plus élevés pour inspirer le pays dans la prioritisation de l'agriculture dans le budget national ;
b. Manque de stratégies (ou stratégies inappropriées) au niveau des politiques du secteur agricole ;
c. Capacité inadéquate au sein des ministères de l'agriculture pour fournir des preuves solides (qui plus est des preuves qui s'appuient sur l'impact) pour montrer que le secteur de l'agriculture peut apporter une importante contribution aux objectifs économiques nationaux ;
d. La faible domestication/internalisation/appropriation de la Déclaration de Maputo de 2003 dans la plupart des pays ;
e. Les urgences nationales telles que le VIH/SIDA et les catastrophes naturelles (dont le mauvais temps) détournent les ressources destinées à l'agriculture ;
f. Les pays qui reçoivent des financements de bailleurs de fonds échouent parfois à satisfaire les conditions requises – les déboursements sont alors plus faibles que prévu ;
g. Capacité inadéquate à dépenser ce qui est alloué : les ministres des finances réduisent alors les subventions pour l'année suivante ;
h. L'idée fausse que l'agriculture reçoit un soutien financier de la part de bailleurs de fonds et que celle-ci n'exige pas de grands capitaux ;
i. De fortes dettes détournent les ressources des secteurs prioritaires, puisque les dettes passent

en priorité au niveau budgétaire ;

j. Focalisation sur l'industrie plutôt que sur l'agriculture ;
k. Absence de sanctions de la part de l'UA dans les pays qui ne se conforment pas aux décisions de l'UA ;
l. L'absence de paix et de stabilité ainsi que la mauvaise gouvernance détournent les ressources de l'agriculture ; ces ressources sont alors redirigées vers le secteur de la sécurité.

Accélération de la conformité avec la Déclaration de l'UA/de Maputo (2003) sur les 10%

Au niveau continental, l'UA/NEPAD et les CER doivent :

- **Assister les ministères de l'agriculture à améliorer leur capacité à obtenir et à analyser les données pour convaincre les ministères des finances de se conformer à la Déclaration de l'UA;**
- **Assister les états membres à améliorer la capacité des mécanismes de surveillance pour l'allocation des 10% et l'impact qui découle de cette mesure ;**
- **Améliorer la capacité des partenaires régionaux et internationaux pour leur permettre de contribuer à la promotion de l'appropriation nationale et à la conformité à la décision de Maputo de 2003 ;**
- **Améliorer le partage des expériences et l'évaluation mutuelle par l'intermédiaire de réunions régionales et continentales ainsi que de programmes d'échange ;**
- **Améliorer les efforts pour promouvoir la bonne gouvernance, la responsabilité et la paix pour minimiser la déviation des ressources du secteur agricole.**

Au niveau national, les parties concernées doivent :

- **Améliorer l'information et la capacité à faire pression du personnel des ministères de l'agriculture qui contribuent aux consultations nationales sur la planification et la mise en œuvre ;**
- **Créer un cadre pour coordonner les positions de tous les ministères et organisations engagés dans des activités liées à l'agriculture ;**
- **Sensibiliser les responsables de la formulation des politiques, pour encourager ces derniers à domestiquer la Déclaration de Maputo, afin de forcer les ministères des finances à s'y conformer ;**
- **Renforcer les consultations avec les bénéficiaires des ressources dans la préparation des plans et campagnes d'information pour mobiliser ces mêmes ressources ;**
- **Promouvoir la bonne gouvernance et la responsabilité dans l'utilisation des ressources nationales ;**
- **Demander un plus grand engagement au niveau politique de la part des Chefs d'Etat et de Gouvernement, pour s'assurer que leurs ministères des finances se conforment à la Déclaration de l'UA.**

Conclusion

La Déclaration de l'UA visant l'adoption du PDDAA, et qui a pour but d'engager les états membres à allouer 10% de leur budget à sa mise en œuvre, était une décision des plus importantes. 18 pays allouent désormais plus de 5% de leur budget national au développement agricole, mais seuls 8 pays se sont jusqu'à présent conformés à la décision de l'UA/Maputo de 2003. Il est évident que le délai de conformité fixé à 2008 s'est avéré optimiste. Bien qu'il y ait des progrès limités, l'impact estimé d'un plus grand investissement dans la croissance et les revenus justifie de manière suffisante un réengagement de la part des pays dans le respect de la décision de l'UA. Les dirigeants africains doivent également continuer à demander à leurs partenaires du développement de compléter leurs efforts. De plus, les dirigeants africains doivent continuer de créer un environnement propice au secteur privé, dans le but d'accroître l'investissement. Il est important de noter que

des investissements en hausse pourront donner lieu à de plus importants bénéfices, si ces ressources sont ciblées et les priorités nationales du PDDAA sont identifiées par l'intermédiaire d'un travail continu d'évaluation. L'impact des prix des denrées alimentaires en hausse ont de nouveau placé les questions agricoles sur le devant de la scène.

Le NEPAD aimerait remercier la Banque Mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture pour leur soutien financier et technique, qui a contribué à l'établissement de cette étude.

Rédigé par Dr. Faustin Mwape, Conseiller Agricole
Relecture et conception graphique par Dr. Andrew Kanyegirire, Directeur des Communications du PDDAA
Vous pouvez envoyer vos commentaires à : faustinm@nepad.org / andrewk@nepad.org
Visitez le site du PDDAA à l'adresse suivante : http://www.nepad-caadp.net
Unité Agricole du Secrétariat du NEPAD, P.O. Box 1234, Halfway House, Midrand, Afrique du Sud
http://www.nepad.org, Tél. : +27 (0) 11 256 3600